

# L'OCCUPATION ISRAËLIENNE DE L'AMÉRIQUE



Sharon : « ...Nous, peuple juif, contrôlons l'Amérique. »

*« Israël n'a pas besoin de s'excuser pour l'assassinat ou la destruction de ceux qui cherchent à le détruire. Le devoir premier de tout pays est de protéger son peuple. »*

J'ai quitté un pays occupé militairement par Israël pour celui de « la liberté et du courage », pour découvrir que lui aussi était occupé par Israël, politiquement.

Le peuple palestinien, qui s'accroche à tout lambeau d'espoir, compte sur les Américains d'aujourd'hui pour qu'ils s'aperçoivent de la fausseté de leurs méthodes, changent d'opinion sur la situation globale au Moyen-Orient et la comprennent telle qu'elle est vraiment : celle d'un peuple dominé, opprimé, qui vit une existence d'enfer sous une puissance occupante démente, un peuple qui va contacter leurs élus au Congrès et mettra sur eux la pression pour qu'Israël applique totalement les accords qu'il a conclus il y a des années avec l'OLP (organisation de libération de la Palestine) tels qu'Oslo, Taba, Camp David, Wye River, la Feuille de route, ou même Annapolis.

La triste réalité cependant, c'est que les Américains - pour autant qu'ils prennent fait et cause eux-mêmes en tant que « peuple libre » - ne sont pas mieux lotis que les Palestiniens. Au contraire, la situation états-unienne est pire que celle des Palestiniens. Les Palestiniens peuvent identifier l'ennemi - c'est celui avec un fusil qui abat leurs êtres chers. Ils se savent occupés et opprimés. Ils savent comment Israël a occupé la Palestine, tué ses habitants et obligé la majorité de ceux qui ont survécu au carnage à quitter leurs maisons et leurs terres pour aller vivre comme des étrangers dans des camps de réfugiés.

Mais les Américains n'en ont aucune idée. Tel un toxicomane qui croit se sentir en pleine forme après s'être shooté, l'Américain ne réalise pas qu'il est un esclave, de sa came et de son revendeur. L'histoire ne fait pas de mystère sur la façon dont l'Angleterre a été contrôlée par les sionistes. Grâce au contrôle juif sur le gouvernement britannique, celui-ci publia la Déclaration Balfour qui a « donné » la terre de Palestine aux juifs après la Deuxième Guerre mondiale, une terre qu'il ne possédait pas et dont il ne pouvait disposer.

Mais comment diable ont-ils pu occuper politiquement les Etats-Unis ? Il n'existe pas de véritable « Déclaration Balfour » que l'on pourrait présenter comme preuve.

Ou le pouvons-nous ?

L'influence juive sur la politique américaine - même si elle existe depuis les premiers jours et certainement durant les administrations Wilson, Roosevelt et Truman - n'a pas eu le poids qu'elle a aujourd'hui jusqu'à l'ère Kennedy ou, plutôt, après l'ère Kennedy.

Comme nous le savons tous, en 1961 John Kennedy est devenu le 35<sup>e</sup> Président des Etats-Unis, une présidence qui fut interrompue par son assassinat à Dallas, le 22 novembre 1963. Robert Kennedy, le plus jeune frère du Président, était Attorney General (ministre de la Justice) des Etats-Unis et par conséquent, il dirigeait le Département de la Justice.

Ce que l'on sait moins, c'est que les Kennedy s'étaient très vite rendus compte que le pays avait en réalité une difficulté et qu'il fallait faire quelque chose. La difficulté en l'occurrence était l'influence qui s'insinuait dans la vie politique américaine depuis un Etat lointain qui existait seulement depuis environ 12 ans sous le nom d'Israël. Les deux frères Kennedy, qui ont appris la politique sur les genoux de leur père Joseph, ont compris la dynamique de ce que l'on appelait « les intérêts juifs », comment ils se développeraient et quelles en seraient les répercussions pour l'Amérique.

De toutes les questions qui tournaient autour d'Israël et du sionisme, les deux plus importantes en tant que dépendantes de l'Etat juif étaient (A) le programme nucléaire d'Israël et (B), une organisation connue sous le nom de Conseil sioniste américain.

Selon le lauréat du Prix Pulitzer, Hersh Seymour, le Président Kennedy s'était profondément engagé pour la non prolifération du nucléaire et catégoriquement opposé aux armes nucléaires au Moyen-Orient, ce qui signifiait une opposition au programme nucléaire d'Israël. Hersh affirme que JFK a exercé des pressions fortes sur Israël pour l'arrêt de son programme et qu'il était ferme à ce propos. A l'époque, Kennedy se trouvait en pleine gestion de crise avec les Russes, essayant de conclure un traité de non prolifération avec eux et dès lors, le programme nucléaire d'Israël était particulièrement embarrassant. En plus d'être un embarras, ce programme ouvrait la possibilité d'un conflit nucléaire avec la Russie par les alliances de celle-ci au Moyen-Orient, de façon d'autant plus crédible à la suite de la crise des missiles de Cuba qui avait failli déclencher une guerre nucléaire entre les deux géants. John Kennedy faisait des cauchemars de la perspective de la prolifération nucléaire, « *Je suis hanté par le sentiment que, à moins que nous ne réussissions, d'ici 1970, il pourrait y avoir dix puissances nucléaires au lieu de quatre, et d'ici 1975, quinze à vingt... Je vois la possibilité, pour le Président des Etats-Unis dans les années 70, d'être confronté à un monde où quinze ou vingt nations posséderaient ces armes. Je considère cela comme le plus grand danger possible.* »

Des lettres secrètes et des rencontres secrètes entre Kennedy et Ben Gourion donnent une image claire de la difficulté à laquelle s'est trouvé confronté Kennedy lors des négociations avec le Premier ministre israélien, lequel avait déclaré maintes fois que rien ne pouvait sauver Israël si ce n'est la force nucléaire. Selon Michael Collins Piper, dans son livre, *Le Jugement final*, Ben Gourion a écrit à Kennedy en lui disant ceci : « *Monsieur le Président, mon peuple a le droit d'exister, et cette existence est en danger.* »

Pas besoin d'un traducteur qualifié pour comprendre ce que Ben Gourion voulait dire, à savoir que l'opposition de Kennedy aux armes nucléaires au Moyen-Orient était considérée comme une menace existentielle pour le peuple juif et son Etat nouvellement formé. Allant plus loin, Kennedy avait insisté pour des inspections du programme d'Israël, comme en témoigne une lettre secrète adressée au Premier ministre israélien d'alors, Levy Eshkol, disant que le soutien américain à Israël « *pourrait être compromis* » si les Américains n'étaient pas autorisés à inspecter les installations nucléaires israéliennes.

Comme si ce qui précède ne suffisait pas, il y eut un autre front dans cette guerre privée entre Kennedy et l' « Etat juif », tout aussi important par sa portée si nous comprenons quelles sortes de forces y étaient en jeu, qui a conduit à un changement de politique de l'Amérique à l'égard d'Israël. Il porte sur les questions de l'espionnage, de la corruption et du contrôle direct de personnalités politiques américaines par une puissance étrangère ; et au centre de tout cela, il y avait le Conseil sioniste américain et l'exigence de Kennedy pour enregistrer celui-ci comme agent de l'étranger dans les conditions prévues par la FARA, la loi sur l'enregistrement des agents étrangers, adoptée par le Congrès en 1938 pour empêcher les agents allemands aux Etats-Unis d'infiltrer le système gouvernemental américain et l'opinion publique. L'objectif de la FARA était « *de s'assurer que l'opinion américaine et ses législateurs connaissent la source de la propagande/information qui visait à influencer l'opinion, la politique et les lois.* »

En d'autres termes, les Kennedy avaient compris le danger du mouvement sioniste pour les Etats-Unis d'Amérique et le traitaient comme l'Allemagne l'avait été durant les années Hitler. Les Kennedy avaient compris la réalité de la situation telle qu'elle était à l'époque où ils gouvernaient, que le Conseil sioniste américain (CSA) était l'agent d'un gouvernement étranger, Israël, et qu'ils devaient l'empêcher d'acheter des politiciens américains et d'exercer toute sorte d'influence sur l'opinion publique, ce qui est, aujourd'hui, quasiment un fait accompli.

Les négociations ont fait la navette entre le Département de la Justice dirigée par Robert, le frère du Président, et le Conseil sioniste américain. Le Conseil refusait d'être enregistré et le Département de la Justice essayait de faire pression sur lui, allant un moment jusqu'à lui donner 72 heures pour s'enregistrer, mais en vain. L'examen de documents récemment déclassifiés contenant les comptes rendus de ces réunions entre le DJ et le CSA nous montre qu'on y a utilisé un langage de gangster. Dans l'un de ces documents, daté du 2 mai 1963, le responsable du service juridique du CSA, Simon H. Rifkind, explique aux représentants du Département de la Justice quelle est la nature du CSA, disant, « *Le Conseil est composé de représentants des différentes organisations sionistes aux Etats-Unis* » et de ce fait, il représente au fond « *la grande majorité des juifs organisés dans ce pays.* » Le message était clair : au regard de ces organisations, le Conseil est grand et puissant. Le juge Rifkind cherchait évidemment à s'assurer que les Kennedy savaient qu'ils cherchaient la bagarre avec un gorille, et non avec une quelconque petite souris.

Il ne s'en tint pas là, allant jusqu'à déclarer que le grand nombre de juifs qui avaient adhéré aux principes du sionisme ne comprendraient pas comment « *notre Administration* » pourrait « *faire tant de mal au mouvement sioniste et compromettre l'efficacité du Conseil par son insistance pour son enregistrement.* »

Ici, le juge Rifkind a veillé à utiliser l'expression « *notre Administration* » et non « *notre gouvernement* » pour faire remarquer précisément qu'il s'adressait à Kennedy en personne, que c'était les juifs qui pouvaient lui obtenir d'être élu et que s'il continuait dans son agenda, il entraînait en fait en guerre avec la communauté juive organisée.

Une autre réunion très importante qu'il est intéressant de noter s'est tenue le 17 octobre 1963 entre le Département de la Justice et le Conseil sioniste américain. Lors de cette rencontre, le juge Rifkind a exigé le non enregistrement, invoquant le fait que « *l'opinion de la plupart des personnes affiliées au Conseil était qu'un tel enregistrement... finirait par anéantir le mouvement sioniste* », ajoutant qu'il ne croyait pas que ses clients puissent faire « *la moindre demande de document ou signer le moindre papier qui porterait l'indication que l'organisation était l'agent d'un mandat étranger* ». Autrement dit, « *Allez vous faire voir, les Américains, vous et vos lois, nous ferons ce que nous voulons* », et il s'agissait tout autant d'une menace à l'Administration, indiquant qui, en réalité, gouvernait le pays, non pas les frères Kennedy mais les personnes « affiliées » au CSA. Une fois traduite de son langage de gangster en langage politique compréhensible, cette déclaration était effectivement un avertissement, une menace directe, à l'Administration que la guerre était commencée. Il fallait en tenir compte ou non, les Kennedy ont compris cela comme une véritable menace mais néanmoins, l'Administration décida de maintenir sa position.

Le 22 novembre 1963, le Président John Kennedy était assassiné à Dallas. Comme le CSA en était à son crépuscule, l'AIPAC arriva au galop, créé et dirigé par les mêmes personnes qui avaient fondé et géré le CSA, avec le même objectif. Cette fois pourtant, le message fut clair pour tous sur la Colline du Capitole, clair à entendre et à comprendre : « *Ne vous mettez pas sur notre chemin pour nous empêcher d'influencer l'opinion publique, la politique et les lois.* »

Manifestement, le message a été efficace pour tous les dirigeants états-uniens, sauf quelques-uns comme James Traficant qui a agi selon les instructions. Selon l'ancien membre du Congrès, Israël reçoit 15 milliards de dollars d'aides, sur l'argent des contribuables états-uniens, sans le moindre débat ou une simple discussion au niveau de la Chambre des Représentants ou du Sénat. Pourquoi ? Parce que personne n'ose poser de questions. Pourquoi la plupart de nos hommes politiques vont-ils faire un pèlerinage à Tel-Aviv et sur le « Mur des lamentations » à Jérusalem pour avoir la bénédiction d'Israël avant même d'être acceptés par leur propre parti politique, ici, aux Etats-Unis ? Pourquoi notre Congrès est-il toujours partagé sur toutes les autres questions qu'il a à débattre, sauf quand il s'agit d'Israël ? Nous nous souvenons tous du commentaire de l'ancien Premier ministre israélien, Ariel Sharon, à son ministre des Affaires étrangères, Shimon Peres, en octobre 2001 : « *Ne t'inquiète pas à propos de la pression américaine, nous le peuple juif, nous contrôlons l'Amérique.* » Quand ceux qui veulent voir font le constat de cette situation, ils sont traités d'antisémites, bien que ce qu'ils disent ne soit que la vérité.

Le « contrôle » dont Sharon parlait existait depuis longtemps déjà. Pensez à ce que le défunt sénateur Fulbright (qui présidait la Commission des relations étrangères du Sénat et qui a tenu des audiences en 1963 à propos du Conseil sioniste américain pour qu'il soit enregistré comme agent étranger), ce sénateur Fulbright a déclaré sur la chaîne de télévision CBS, à l'émission *Face à la Nation*, « *Je me rends compte à quel point il est presque impossible dans ce pays de conduire une politique étrangère qui ne soit pas approuvée par les juifs... Un contrôle épouvantable que les juifs possèdent sur les médias d'informations et le barrage qu'ils ont construit au Congrès... L'influence juive ici domine totalement la scène et fait qu'il est presque impossible d'obtenir du Congrès quelque chose qu'ils n'approuvent pas.* » Ces mots n'ont pas été prononcés par un chercheur ou un journaliste, mais par un héros américain courageux qui a vraiment vécu et expérimenté l'influence juive sur notre système politique et nos médias.

Cette occupation politique israélienne des Etats-Unis ne devrait pas se poursuivre sans être remise en cause, et la communauté juive américaine devrait comprendre que les secrets ne peuvent être cachés au peuple indéfiniment. Il faut au moins une révolution pour corriger cette situation. Cette action correctrice doit être décidée dans les urnes, en élisant des gens qui ne craignent pas de défier l'AIPAC et consorts et de faire une politique étrangère américaine, vraiment américaine, et non israélienne.

Comme première étape dans ce processus, gardons les mots de notre cher Président martyr, John F. Kennedy, à l'esprit : « *Ceux qui rendent la révolution pacifique impossible rendent la révolution violente inévitable.* »